

## MÉDIATION SOCIALE URBAINE

Ce service est constitué de **27 médiateurs en contrat Adultes Relais** sous la responsabilité de deux chefs de service et d'une directrice.

■ **Les médiateurs, quotidiennement présents dans plus de 12 cités** (8000 logements), ré-humanisent ces territoires, vont au-devant des habitants, les écoutent, les informent, interviennent sur les tensions ou conflits et participent à des actions locales d'animation-sensibilisation-prévention (propreté, santé, jeux... en fonction des problématiques).

Démarrée en mars 2015, cette action est financée pour trois ans par des Bailleurs, l'Etat et la Ville. L'addap13 assure en 2016 la coordination du dispositif étendu à 72 médiateurs et cinq opérateurs.

## MÉDIATION SOCIALE ET ÉDUCATIVE DANS LES TER AIX-MARSEILLE

Eduquer à la civilité et au respect des règles grâce à une présence et une réponse éducative auprès de jeunes auteurs potentiels ou avérés d'incivilités ou de délits et accessibles à l'assimilation et à l'intégration des règles.

Sur les 13 060 interventions effectuées :

- 765 relèvent de la prévention et l'accompagnement ;
- 322 de l'incivilité et du non-respect des règles.

Les moins de 18 ans représentent :

- 52 % des interventions de prévention ;
- 66 % des interventions pour incivilités ;
- 75 % des interventions pour non-respect des règles.

Le public masculin représente :

- 71 % des interventions de prévention ;
- 71 % des interventions pour incivilités ;
- 76 % des interventions pour non-respect des règles.

**93 gestions de conflit ont concerné 267 usagers.**

**252 jeunes ont participé à des actions collectives** (chantiers, prévention des risques ferroviaires...).

## INSERTION PAR LE LOGEMENT

Le service postule que le logement peut être une première marche dans le parcours d'insertion et pas seulement son « couronnement ». Il dispose de 27 appartements (logement temporaire, logement modulable, projet expérimental « De la rue à un chez soi ») et propose un accompagnement dans et vers le logement autonome.

■ **230 demandes d'hébergement et de logement de jeunes accompagnés par la prévention spécialisée ont été reçues.**

■ **59 jeunes (39 garçons et 20 filles), ont été hébergés ou relogés** dans les appartements gérés par le service qui assure alors l'accompagnement du jeune dans l'habitat et dans son projet.

L'ensemble des demandes a été examiné et des solutions ont été proposées (orientations, aide aux démarches, etc.).

La rénovation des logements en gestion directe est assurée par le biais de chantiers éducatifs rémunérés menés par les équipes de prévention spécialisée.

## UNE DÉMARCHE D'INSERTION DE JEUNES SALARIÉS APPRENANTS

Les opérations de médiations et d'animation sportive sont mises en œuvre par des salariés peu qualifiés majoritairement issus des territoires d'intervention de la prévention spécialisée.

■ Sur le terrain, en 2015 des personnels expérimentés ont transmis les postures professionnelles à **70 « apprenants »** qui sont ou seront en parallèle inscrits dans des cursus qualifiants (moniteur éducateur ou BPJEPS/DEJEPS) étayés par un tutorat interne.

Certains d'entre eux ont été auparavant accompagnés par la prévention spécialisée et vivent là le dernier segment d'un parcours effectif jusqu'au droit commun, consacré par une expérience professionnelle et un diplôme.



### Une intervention plus que jamais adaptée aux contextes

Les équipes éducatives en 2015 se sont attachées à ajuster leur intervention et leur présence au contexte particulier dû aux attentats: incompréhensions et anxiétés ont été écoutées et mises en débat de manière à leur donner sens. Ces événements s'ajoutent à la précarité des ménages, aux difficultés d'accès à l'emploi et à la présence de l'économie parallèle.

### Une hausse de l'activité éducative

Les équipes éducatives sont connues par plus de 30 000 jeunes sur l'ensemble du département et le nombre d'accompagnements éducatifs est en hausse de 9 % (soit 11 000 jeunes).

### Un renforcement de la présence de l'addap13 dans les territoires

Les équipes de prévention spécialisée ont pu s'appuyer sur une présence encore renforcée et diversifiée de l'association. L'arrivée des équipes de médiation sociale urbaine (3<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements de Marseille), le passage à six chantiers d'insertion par l'économique menés de front et le déploiement du service Prévention sport collège dans six équipements sportifs ont accru le nombre d'adultes présents en journée et soirée sur des secteurs d'implantation de la prévention spécialisée.

Les différentes missions co-portent des animations de pied d'immeuble, des activités sportives et des chantiers éducatifs rémunérés sur site. Les équipes éducatives ont largement mis à profit ces opportunités pour mettre différentes générations et populations en situation de citoyens partageant les mêmes territoires de vie. Les connexions interservices sont autant d'opportunités pour les jeunes accompagnés, notamment en termes d'insertion professionnelle (chantiers d'insertion...).

## Les partenaires

Un partenariat institutionnel fort continue de nous accompagner : le Conseil départemental à travers la dotation structurelle de la prévention spécialisée et les échanges réguliers avec ses services bien sûr. Les services de l'Etat se mobilisent fortement sur la situation des quartiers et le Conseil régional PACA continue de soutenir une partie de nos actions (sport, chantiers, médiation, logement). Enfin, l'ensemble des communes sur lesquelles nous intervenons nous a également soutenus au travers des C.L.S.P.D. Le partenariat opérationnel indispensable est tellement diversifié que nous ne pouvons le citer entièrement : le travail avec les maisons départementales de la solidarité est précieux face à la complexité des situations rencontrées. De même avec les centres sociaux, nos partenaires « naturels » de l'éducation populaire implantés sur les mêmes territoires d'intervention que les éducateurs de prévention, les missions locales, les collèges avec lesquels nous travaillons dans une confiance réciproque grandissante au bénéfice des collégiens et des familles, les autres secteurs de l'intervention sociale que sont la PJJ, l'AEMO et enfin le tissu associatif de proximité que nous nous attachons à promouvoir en tant que vecteur privilégié d'émancipation et de synergies locales.

### Nous explicitons deux expressions :

**Accompagnement éducatif individualisé (AEI)** : travail mené par les éducateurs avec les jeunes faisant l'objet d'un « projet éducatif individualisé » sur la base d'un diagnostic social et de leur libre adhésion aux modalités proposées.

**Accompagnement socio-éducatif ponctuel (ASEP)** : recouvre les appuis dispensés à des jeunes ne faisant pas l'objet d'un « projet éducatif individualisé » proprement dit (aide à la rédaction de CV ou courriers, recherche d'appui financier, orientation ou accompagnement vers des partenaires, conseils pratiques...).



L'addap13 est une association autorisée et conventionnée par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône au titre d'une mission de prévention spécialisée relevant de la protection de l'enfance  
15, Chemin des Jonquilles - 13013 Marseille  
Téléphone : 04 91 71 80 00 - Télécopie : 04 91 71 29 67 - Courriel : addap13@addap13.org

## PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

Sept services mènent sur l'ensemble du département des actions socio-éducatives en direction des jeunes de 11/21 ans et leurs familles.

**11 152 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement éducatif**

- ponctuel : 6156 jeunes (55 %)
- dans le cadre d'un projet éducatif : 4996 jeunes (45 %)

**4608 familles se sont associées au travail mené avec leurs enfants. 85 points de travail sur 22 communes**

Aix en Provence - Allauch - Arles - Aubagne - Châteaurenard - Fos sur mer - Gardanne - Istres - La Ciotat - Les Pennes Mirabeau - Marseilles - Martigues - Miramas - Plan de Cuques - Port de Bouc - Port Saint Louis du Rhône - Salon - Septèmes - Saint Martin de Crau - Tarascon - Vitrolles

## MÉDIATIONS ET INITIATIVES SOCIALES ET SOLIDAIRES

**Prévention Sport Collège** : Gestion et animation d'activités sportives dans cinq collèges en hors temps scolaire et deux plateaux sportifs : 32 personnels ont accueilli **2075 habitants de 6 à 68 ans** dans des quartiers prioritaires de Marseille.

**Insertion par l'économique** : **6 chantiers d'insertion** dans des cités d'habitat social, soit **120 salariés éloignés de l'emploi** avec 6 encadrants techniques et 2 conseillères en insertion.

**Médiation sociale urbaine en ZSP** : **27 Adultes Relais, 2 chefs de service et 1 directrice** mènent cette mission dans des zones de sécurité prioritaire des 3<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements de Marseille depuis mars 2015 (Pacte national pour Marseille).

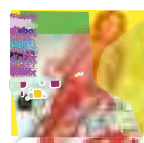
**Médiation sociale et éducative dans les TER** : 11 personnels éducatifs préviennent les comportements incivils et éduquent au respect des règles sur la ligne Aix-Marseille. **3500 trains empruntés et 13 060 interventions effectuées.**

**Médiation sociale éducative hors Marseille** : **31 médiateurs sociaux** intégrés aux équipes de prévention spécialisée de La Ciotat, Aix-en-Provence, Vitrolles, Miramas et Arles interviennent en ZUS, aux abords de lycées et dans des transports scolaires.

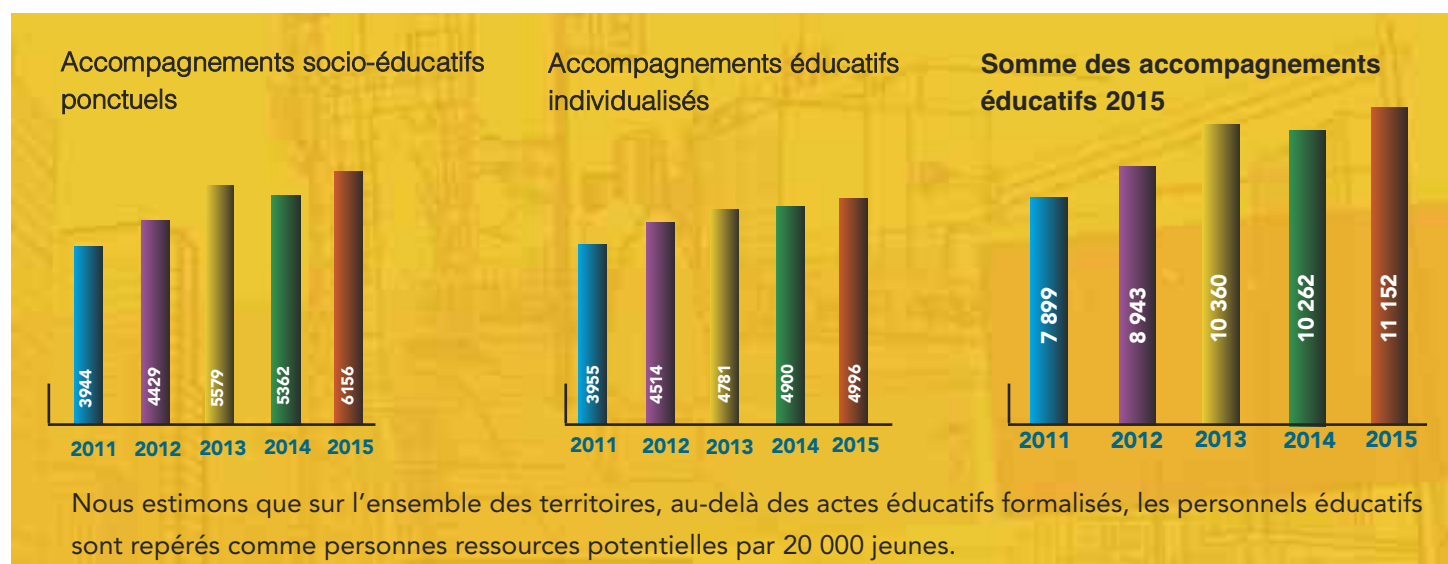
**Insertion par le logement de jeunes accompagnés par la prévention spécialisée** : hébergement temporaire et accompagnement (27 appartements et structures spécialisées) ou recherche de solutions adaptées : **230 demandes reçues, 59 jeunes 18/21 ans hébergés.**

**Mission habitat précaire** : **14 familles roms ont été insérées** parmi les 30 présentes sur le site de Fontainieu mais cette mission s'est arrêtée en octobre faute de financements dédiés.





## PRÉVENTION SPÉCIALISÉE



### Structure du public

La proportion des moins de 13 ans a poursuivi sa hausse pour s'établir à 11 % en 2015. Les mineurs représentent de ce fait 57 % du nombre de jeunes accompagnés. La structure de notre public correspond majoritairement aux tranches d'âge de l'aide sociale à l'enfance.



### Taux de renouvellement

35 % de situations nouvelles.

### Familles

4608 familles ont été associées à l'ensemble des actes éducatifs et des démarches menés avec leurs enfants, soit une hausse de 5 % en un an. Cette hausse est mécaniquement liée pour partie au rajeunissement du public mais plus largement illustre la volonté de co-construire les réponses éducatives et de soutenir la légitimité parentale.

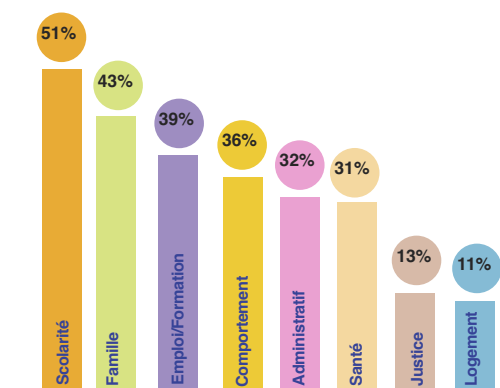
- 58 % sont des familles nombreuses
- 51 % sont des familles monoparentales
- 46 % sont des familles vivant des minima sociaux

### Les origines des suivis

63 % des jeunes sont connus à partir du travail de rue sur les quartiers (rencontres directes ou « orientations » par des jeunes déjà connus). 37 % nous sont adressés par nos partenaires, ce nombre ayant tendance à augmenter avec le rajeunissement du public. Le lien avec l'Éducation nationale notamment entraîne de nombreuses orientations de collégiens vers la prévention spécialisée.

### Les problématiques observées

Les principales problématiques sont constantes et leurs proportions respectives sont stables depuis quatre ans. En fonction des cumuls de problématiques observées individuellement, les équipes adaptent et diversifient les modalités d'accompagnement de manière à soutenir les jeunes dans leur globalité et à prévenir les risques majeurs.

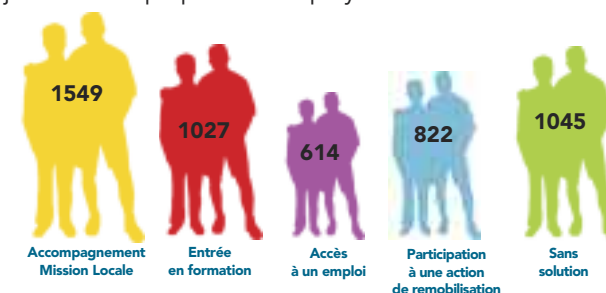


### Action éducative et scolarité

4907 accompagnements éducatifs portent sur des difficultés de scolarité qui sont un des axes fondamentaux de l'intervention. Notre travail avec 127 établissements scolaires permet d'anticiper les ruptures qui enregistrent une baisse (678 en 2015 contre 942 en 2014) ; les médiations ont concerné 994 élèves. Nous participons aux observatoires des ruptures et aux équipes de réussite éducative, soutenons certaines classes difficiles et prenons en charge des groupes d'élèves en risque de décrochage pour les remobiliser.

### Action éducative et emploi/formation

4364 jeunes accompagnés ont des difficultés d'insertion professionnelle (90 % de notre public a un niveau inférieur à V et 57 % n'a aucun diplôme professionnel). Les effets cumulés de la crise, de l'absence de qualification et de problèmes de comportement rendent difficile l'accès à un emploi de droit commun. Aussi, au-delà des accompagnements aux démarches et recherches, les équipes sont-elles à l'initiative de modules internes dits « de bas seuil » pour redynamiser les jeunes et les préparer à l'employabilité.



### Action éducative et chantiers éducatifs

Nous avons fortement développé les chantiers éducatifs rémunérés avec 3168 journées en 2015 auxquelles ont participé 827 jeunes. Ces opérations ont été soutenues financièrement par l'Etat dans le cadre du FIPD et par le Conseil régional. Cet outil privilégié de la prévention spécialisée permet de travailler différentes dimensions : impulser l'insertion professionnelle (mise en situation), resserrer les liens éducatifs (gestes partagés), renforcer les dynamiques territoriales et transformer les représentations intergénérationnelles (embellissement des territoires de vie, jardins partagés...).

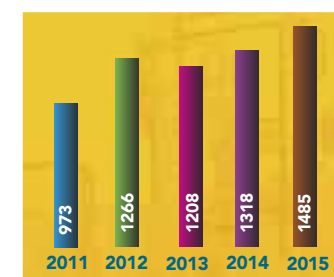
|           | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------|------|------|------|------|------|
| Jeunes    | 495  | 508  | 445  | 648  | 827  |
| Chantiers | 125  | 145  | 151  | 148  | 195  |
| Jours     | 3775 | 3163 | 2152 | 2475 | 3168 |

### Action éducative et justice

1323 jeunes accompagnés sont inscrits dans le circuit judiciaire dont 640 en attente de jugement ou sous mandat. Les éducateurs expliquent, redonnent le cadre, accompagnent les démarches, soutiennent les familles, vont voir les jeunes en prison et contribuent à la prévention des récidives en préparant les sorties (202 en 2015, partenariat Service pénitentiaire d'insertion et de probation). Notre implication sur les territoires nous permet de faire le lien entre les jeunes et les intervenants spécialisés (PJJ...).

### Action éducative et santé

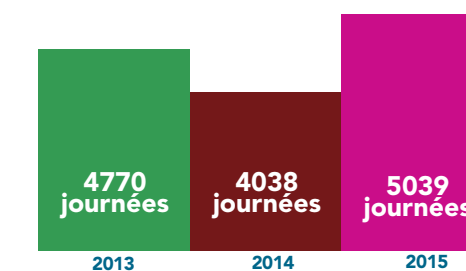
Au-delà des accompagnements vers des consultations médicales dont l'augmentation régulière illustre le besoin, les équipes mettent en œuvre des actions collectives de sensibilisation et de prévention des risques (produits psychoactifs, hygiène alimentaire, IST, etc.).



### Action éducative et actions collectives

Cet axe de travail est en forte expansion avec 5039 journées en 2015 (+ 23%) : sorties, séjours, base de loisirs du Frioul, animations de pied d'immeuble et de places, sports de proximité, spectacles de plein air...

Les équipes ont travaillé en 2015 le versant « citoyen » de ces actions pour favoriser de la cohésion sociale dans la conjoncture tendue liée aux attentats : rencontres intergénérationnelles, espaces de débats, etc. Ces actions poursuivent plusieurs objectifs : travailler sur la socialisation des jeunes en accompagnement éducatif individualisé, faire intégrer les repères nécessaires à la vie en commun, développer le réseau jeunes pour amorcer de futurs accompagnements, impulser des dynamiques locales et des liens entre les différentes générations et populations d'un territoire.



## MÉDIATIONS ET INITIATIVES SOCIALES ET SOLIDAIRES

### PRÉVENTION SPORT COLLÈGE

Les équipements des collèges Izzo (2<sup>e</sup>), Prévart (13<sup>e</sup>), Rosa Parks (15<sup>e</sup>), Rostand/Renoir (13<sup>e</sup>) et Quinet (3<sup>e</sup>) ainsi que les plateaux sportifs Saint-Mauront (3<sup>e</sup>) et Maurelette (14<sup>e</sup>) sont maintenant gérés par le service.

- 32 salariés encadrent des activités sportives, culturelles et de loisir, tous les soirs de semaine, les samedis après-midi et pendant toutes les vacances scolaires.
- 2075 personnes ont participé aux activités en 2015 avec une augmentation sensible de la participation des familles qui confère au projet une dimension intergénérationnelle exceptionnelle.

Le Conseil départemental et l'Etat réfléchissent à une éventuelle extension du dispositif en soirée et les week end.

### CHANTIERS D'INSERTION

Nous intervenons sur les cités Le Clos/Val Plan, Saint-Joseph/Renaude/Petit Séminaire, Picon/Busserine, La Castellane, La Paternelle et Félix Pyat (sixième chantier ouvert en 2015).

- Recrutement de plus de 120 personnes très éloignées de l'emploi (50 % sont bénéficiaires du RSA) et taux de sorties positives conforme aux indicateurs de l'insertion par l'activité économique. Nous veillons à la qualité de l'encadrement et du management (un chef de service et deux conseillères en insertion professionnelle).
- Réappropriation d'espaces urbains souvent délaissés grâce aux rénovations et embellissements mais aussi aux contacts noués avec les habitants pendant le chantier (six mois).
- Démonstration qu'il est encore possible d'investir ces sites connotés négativement où notre présence est un facteur de régulation, de prévention de la délinquance et des sentiments d'insécurité.

Nous enregistrons de nouvelles sollicitations.